

Darmanin a encore frappé Baisse de la redevance de un euro en 2020

Décidément le ministre des Comptes publics ne démord pas dans sa volonté d'assécher les ressources de l'audiovisuel public et donc de France Télévisions. Alors que son collègue de la culture peine à tracer les contours du projet de loi sur l'audiovisuel, il vient une nouvelle fois de se distinguer en proposant de réduire d'1 euro le montant de la redevance.

L'effort semble anodin, pourtant c'est un montant d'une trentaine de millions d'euros qui seraient ainsi subtilisés, s'ajoutant aux économies drastiques déjà exigées par la tutelle, 400 M€ à FTV d'ici 2022, avec la perspective de centaines de suppressions d'emplois. Un nouveau coup dur pour les entreprises de l'AVP qui auront déjà bien du mal à boucler leurs budgets en 2020.

M. Darmanin avait déjà semé le trouble en mars dernier en proposant benoîtement la suppression de la redevance. Il revient à la charge de façon insidieuse avec cette proposition populiste et faussement anodine. Elle donne le ton de la future réforme.

Et où devrions-nous couper cette fois, Monsieur le Ministre ? dans les missions ? le périmètre ? les programmes ? la création ? le virage numérique ? Cela n'est évidemment pas son sujet. Sa seule obsession est de faire des économies et de réduire coûte que coûte les ressources de l'audiovisuel public.

Dans ce contexte, la holding financière de l'audiovisuel public prévue par la Loi risque fort de n'être qu'une machine à essorer le financement des entreprises publiques de l'audiovisuel, l'emploi et les conditions de travail des personnels déjà très fortement dégradés.

Ce n'est pas ainsi que l'audiovisuel français pourra faire le poids face au pouvoir grandissant des plateformes de contenus, Netflix en tête. La stratégie de l'Etat est-elle de laisser les plateformes étrangères prendre le pouvoir audiovisuel en France ? Est-elle de laisser au privé le soin d'assumer les missions du service public ? Informer, éduquer, distraire, avec comme seule boussole la vente de temps de cerveau disponible ?

Les besoins d'investissement sont immenses pour réussir la transition vers le numérique et il est temps que ce gouvernement prenne conscience que ce n'est pas en rognant en permanence les ressources du service public que France Télévisions pourra assumer cet enjeu.

La CGT de France Télévisions propose aux autres entités de l'audiovisuel public de se concerter en vue de créer les conditions d'un rapport de forces afin de contrer les mauvais coups que ce gouvernement semble prêt à dévoiler.

Paris, le 23 septembre 2019